



Paris, le 25 novembre 2019

COMMUNIQUE DE PRESSE

Mesures d'urgence : arrêtez le rafistolage !

Après la forte mobilisation du 14 novembre des professionnel.les de santé à l'hôpital et dans le secteur privé, l'annonce d'un plan d'urgence par le gouvernement était très attendue. Elle montre bien que la pression de la rue pousse le gouvernement à s'exprimer et à tenter de calmer le jeu après 8 mois de crise hospitalière sans précédent et une dégradation de l'accès aux soins et des conditions de travail sur ces 15 dernières années.

Que nous propose le gouvernement concrètement ?

Des primes et indemnités de début de carrière si... on travaille à l'hôpital (qu'en est-il des mesures dans le secteur privé ?), si on vit à Paris, si on est aide-soignant.e en EHPAD, si on souscrit un contrat d'engagement de service public, si notre métier est en tension (avec des critères restrictifs non détaillés).

« *Les personnels d'Ile-de-France touchant moins que le salaire mensuel médian (1950€) se verront attribuer une prime de 67€ par mois* ». **Qu'en est-il de tous et toutes les autres salarié.e.s** sur le reste du territoire touchant un salaire inférieur à 1950€ ? **Qu'en est-il des orthophonistes** aux contrats précaires payé.e.s sur des grilles de salaires largement insuffisantes et non adaptées à leur niveau de compétences et de responsabilités ?

« *Les établissements auront le choix de valoriser l'engagement et l'investissement des agents avec une prime de 300€ par an* ». Sur quels critères ? Encore une **prime au mérite**, inéquitable.

- **Ce plan d'urgence divise** le public et le privé, les salarié.e.s, les catégories professionnelles, les territoires !
- Ce plan **ne tient pas compte de nos revendications** !
- Ce plan ne nous propose que des primes dont la pérennité n'est pas garantie sur l'ensemble de notre carrière, non prises en compte pour nos retraites, ce plan **n'actualise pas nos grilles de salaires**, n'augmente pas les besoins humains et matériels dans les services !

La FNO ne peut accepter des mesures qui rendront inéquitables les rémunérations entre les professionnel.les de santé. La FNO a déjà proposé des solutions pour une meilleure rémunération : elle attend du gouvernement une réponse à la hauteur, depuis des années !

Le 30 novembre et le 17 décembre, la FNO appelle à nouveau à se mobiliser aux côtés des autres salarié.e.s en grève pour défendre une vraie revalorisation des grilles salariales et une amélioration des conditions de travail pour mieux soigner les patient.e.s !

Contact presse : 06.86.70.56.03

Fédération Nationale des Orthophonistes

145 boulevard de Magenta 75010 Paris - Tel : 01 40 35 63 75 - Courriel : contact@fno.fr

www.fno.fr